

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202057]

21 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon insérant un Titre VIII au Livre II de la deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'agrément et au subventionnement des services et dispositifs d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les articles 149/14, alinéas 1^{er}, 6^o, et 2, 149/15, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, alinéa 6, 149/16, 149/17, alinéas 1^{er} et 3, et 149/18, alinéa 2, insérés par le décret du 1^{er} mars 2018;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 novembre 2018;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 6 février 2019;

Vu le rapport du 22 novembre 2018 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis 65.416/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 17 décembre 2018;

Considérant l'avis du Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes, donné le 10 décembre 2018;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Dans la deuxième partie, Livre II, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, il est inséré un Titre VIII, comprenant les articles 235 à 235/12, rédigé comme suit :

« Titre VIII. — Services et dispositifs d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 235. Le public visé à l'article 149/14, 6^o, du Code décretaal est :

1^o en ce qui concerne les formations : les pouvoirs locaux et les organismes reconnus ou agréés par la Région en matière d'action sociale, de santé et de logement;

2^o en ce qui concerne la sensibilisation : tout public à l'exception du public scolaire.

Art. 235/1. § 1^{er}. Les données statistiques visées à l'article 149/14, 5^o, du Code décretaal sont intégrées dans le rapport annuel d'activités visé à l'article 12/3. Ces données sont anonymes et portent sur :

1^o le nombre et la nature des prestations;

2^o les données relatives aux personnes qui introduisent une demande : l'âge, le sexe, le type de violence, le lien entre l'auteur des actes de violence et la victime, la localisation géographique, la nationalité, le handicap, conformément à la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

§ 2. Les données statistiques sont enregistrées par voie électronique par les services et dispositifs et sont conservées dix ans à dater de la date de réception du rapport annuel d'activités à l'administration.

§ 3. Les Services et Dispositifs informent les personnes concernées de l'utilisation de leurs données à des fins statistiques et du fait que ces données seront publiées sous une forme agréée.

CHAPITRE II. — *Agrément*

Section 1. — *Conditions d'octroi*

Art. 235/2. § 1^{er}. Le personnel visé à l'article 149/15, alinéa 1^{er}, 5^o, du Code décretaal possède au moins, lors de son engagement soit :

1^o un baccalauréat d'assistant social, d'auxiliaire social, d'assistant en psychologie, d'éducateur, d'assistant juridique ou l'équivalent;

2^o un master dans le domaine des sciences humaines ou sociales, en droit ou l'équivalent.

§ 2. Le Ministre peut accorder, après avoir sollicité l'avis de l'Administration, une dérogation sur la base de l'expérience pour les travailleurs qui ne bénéficient pas des grades académiques prévus au paragraphe 1^{er}.

Le personnel a suivi une formation de minimum vingt heures sur les violences fondées sur le genre et les violences entre partenaires.

Art. 235/3. Le service visé à l'article 149/13, 1^o, du Code décretaal est ouvert au moins six demi-jours par semaine. Un minimum de 1.600 heures par an par service sont affectées aux missions visées à l'article 149/14 du Code décretaal, dont au moins 800 heures par an sont affectées à la mission visée à l'article 149/14, alinéa 1^{er}, 1^o ou 2^o, du Code décretaal. Le service spécialisé uniquement dans l'accompagnement de victimes de certaines formes de violences basées sur le genre affecte un minimum de 1600 heures par an aux missions visées à l'article 149/14 du Code décretaal, dont au moins 800 heures par an sont réparties entre les missions visées à l'article 149/14, alinéa 1^{er}, 1^o et 6^o, du Code décretaal.

Le dispositif visé à l'article 149/13, 2^o, du Code décretaal est ouvert au moins trois demi-jours par semaine. Un minimum de 800 heures par an par dispositif sont affectées aux missions visées à l'article 149/14 du Code décretaal, dont au moins 400 heures par an sont affectées à la mission visée à l'article 149/14, alinéa 1^{er}, 1^o ou 2^o, du Code décretaal. Le dispositif spécialisé uniquement dans l'accompagnement de victimes de certaines formes de violences basées sur le genre affecte un minimum de 800 heures par an aux missions visées à l'article 149/14 du Code décretaal, dont au moins 400 heures par an sont réparties entre les missions visées à l'article 149/14, alinéa 1^{er}, 1^o et 6^o, du Code décretaal.

La mission visée à l'article 149/14, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code décretaal est assurée gratuitement.

Section 2. — Procédure d'octroi

Art. 235/4. La demande d'agrément visée à l'article 149/16 du Code décrétal est introduite auprès de l'Administration, par toute voie conférant date certaine à l'envoi.

Outre les informations requises par l'article 149/16 du Code décrétal, le dossier de demande comprend :

1° l'identité de la personne représentant le service et ses coordonnées;

2° l'adresse du service;

3° les noms, titres, qualifications, copie des diplômes et la mention de leur statuts ainsi que les fonctions des personnes accomplissant les actions visées à l'article 149/14 du Code décrétal;

4° le budget prévisionnel annuel mentionnant, notamment, les autres sources de financement éventuelles relatives aux actions visées par l'article 149/14 du Code décrétal;

5° le nombre de services ou dispositifs prévus avec motivation de leur situation, l'indication des heures d'ouverture, la description des locaux et le volume horaire consacré à chacune des missions visées à l'article 149/14 du Code décrétal;

6° la délibération du pouvoir organisateur décidant d'introduire la demande d'agrément;

7° une attestation de sécurité incendie délivrée depuis moins d'un an par le bourgmestre et établie conformément au modèle détaillé en annexe 2/1, pour les locaux au sein desquels se déroulent les activités;

8° une déclaration du respect de la réglementation relative à la protection des données des personnes physiques.

Art. 235/5. L'Administration vérifie si la demande est complète et, au besoin, réclame au demandeur, dans les trente jours de la réception de la demande, les pièces ou informations manquantes.

Dans les trente jours de la réception de la demande ou de la réception des pièces ou informations manquantes, l'Administration transmet au service un envoi lui signalant que la demande est complète.

Lorsque les données nécessaires à l'examen de la demande d'agrément sont disponibles auprès de sources authentiques, l'Administration collecte ces données directement auprès de sources authentiques.

Art. 235/6. Le Ministre statue sur la demande dans les deux mois à partir de la réception de la proposition de décision de l'Administration. La décision est notifiée au service par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

En cas de demande surnuméraire au regard du nombre maximum de services ou dispositifs prévu à l'article 149/15 du Code décrétal, le Ministre statue sur les demandes en considérant la répartition géographique, les missions des services, l'expérience des services, la complémentarité des différents services sur le territoire donné et, le cas échéant, leur évaluation positive en matière de gestion administrative et comptable.

L'arrêté d'agrément précise le nombre de services et de dispositifs agréés et leur ressort territorial.

Art. 235/7. En cas de modification d'un des éléments indiqués dans la demande d'agrément conformément à l'article 235/4, le titulaire de l'agrément en avise sans délai l'Administration par un envoi.

Section 3. — Retrait

Art. 235/8. Lorsque le Ministre constate qu'un service ou dispositif agréé ne remplit plus les conditions d'agrément, il peut retirer l'agrément en vertu de l'article 149/18 du Code décrétal. Un avertissement envoyé par l'Administration par toute voie conférant date certaine à l'envoi, précède le retrait d'agrément. Cet avertissement mentionne les griefs formulés et donne au service ou dispositif agréé un délai de trente jours prenant cours à dater de la réception dudit avertissement, pour transmettre un mémoire en réponse.

CHAPITRE III. — Subventionnement

Art. 235/9. La demande de subvention visée à l'article 149/17 du Code décrétal est adressée chaque année à l'Administration, accompagnée d'un budget prévisionnel pour les douze mois suivants.

Art. 235/10. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Ministre alloue à tout service ou dispositif agréé une subvention forfaitaire. Les frais de fonctionnement représentent au maximum cinquante pour cent du montant de la subvention totale.

Le montant de la subvention est déterminé en fonction du volume d'activités.

§ 2. Le montant de la subvention visée au paragraphe 1^{er} est de :

1° pour les dispositifs :

a) 11.250 euros pour le minimum d'heures affectées aux missions définies à l'article 235/3;

b) 28.000 euros pour un minimum de 1.200 heures affectées aux missions définies à l'article 235/3;

2° pour les services :

a) 45.000 euros pour le minimum d'heures affectées aux missions définies à l'article 235/3;

b) 67.500 euros pour un minimum de 1.800 heures affectées aux missions définies à l'article 235/3;

c) 90.000 euros pour un minimum de 2.000 heures affectées aux missions définies à l'article 235/3.

Art. 235/11. Les montants visés à l'article 235/10, § 2, sont rattachés à l'indice-pivot 105,10 (base 2013) applicable au 1^{er} juin 2017 et sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément à la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Art. 235/12. Le contrôle administratif, financier et qualitatif des services et dispositifs est exercé par les agents désignés au sein de l'Administration.

Les agents ont libre accès aux locaux et ont le droit de consulter sur place les pièces et documents qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leurs missions. ”.

Art. 3. Dans le même Code, il est inséré une annexe 2/1 qui est jointe en annexe au présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 5. La Ministre de l'Action sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 mars 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Annexe

« Annexe 2/1 au Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Modèle d'attestation incendie des services et dispositifs d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre

Vu le rapport établi par....., Chef du Service d'incendie, le....., concernant le service/dispositif* d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre dénommé.....

.....
situé.....

.....
et géré par.....

.....
Je soussigné.....
Bourgmestre de.....

Première possibilité*

marque mon accord sur les conclusions du rapport du service d'incendie.

Seconde possibilité*

ne marque pas mon accord sur les conclusions du rapport du service d'incendie, pour les raisons suivantes :

.....
.....
.....

En conséquence,

Première possibilité**

la mise en activité - la poursuite des activités du service/dispositif d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre susvisé est autorisée pour une période de quatre ans ** - de..... (à préciser si la période est inférieure à quatre ans).

Deuxième possibilité**

la mise en activité - la poursuite des activités de service/dispositif d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre susvisé est autorisée pour une période de..... et jusqu'à la date du.....

Durant cette période, il devra être satisfait, en matière de sécurité et de protection contre l'incendie, aux points ci-après :

-
-
-

Une vérification devra être effectuée par le Chef de service d'incendie.

Troisième possibilité*

la mise en activité - la poursuite des activités - n'est pas autorisée*.

Le Bourgmestre,
(date et signature)

(*) Biffer les mentions qui ne sont pas d'application.

(**) Biffer les mentions qui ne sont pas d'application et compléter. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2019 insérant un Titre VIII au Livre II de la deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'agrément et au subventionnement des services et dispositifs d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre.

Namur, le 21 mars 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

VERTALING

WAAELSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202057]

21 MAART 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot invoeging van een Titel VIII in Bboek II van het tweede deel van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten en voorzieningen voor de begeleiding van partnergeweld en gendergerelateerd geweld

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, de artikelen 149/14, eerste lid, 6°, en tweede lid, 149/15, § 1, tweede lid, en § 2, zesde lid, 149/16, 149/17, eerste en derde lid, en 149/18, tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 1 maart 2018;

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 november 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 november 2018;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 6 februari 2019;

Gelet op het rapport van 22 november 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies nr. 65.416/4 van de Raad van State, gegeven op 13 maart 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 17 december 2018;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes" (Waalse raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen), gegeven op 10 december 2018;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. In het tweede deel, Boek II, van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, wordt een Titel VIII die de artikelen 235 tot 235/12 omvat, ingevoegd, luidend als volgt :

"Titel VIII. — Diensten en voorzieningen voor de begeleiding van partnergeweld en gendergerelateerd geweld

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 235. Het in artikel 149/14, 6°, van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde publiek is :

1° wat de opleidingen betreft: de plaatselijke besturen en de instellingen erkend of goedgekeurd door het Gewest inzake sociale actie, gezondheid en huisvesting;

2° wat de sensibilisering betreft : ieder publiek met uitzondering van het schoolpubliek.

Art. 235/1. § 1. De in artikel 149/14, 5°, van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde statistische gegevens worden opgenomen in het in artikel 12/3 bedoelde jaarlijkse activiteitenverslag. Deze gegevens zijn anoniem en hebben betrekking op:

1° het aantal en het soort prestaties;

2° de gegevens betreffende de personen die een aanvraag indienen: de leeftijd, het geslacht, het soort geweld, de relatie tussen de geweldpleger en de slachtoffer, de geografische ligging, de nationaliteit, de handicap, in overeenstemming met het Verdrag van de Raad van Europa inzake de preventie en bestrijding van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld.

§ 2. De statistische gegevens worden langs elektronische weg door de diensten en voorzieningen geregistreerd en worden tijdens tien jaar na ontvangst van het jaarlijkse activiteitenverslag bij de Administratie bewaard.

§ 3. De diensten en voorzieningen lichten de betrokken personen in over het gebruik van hun gegevens voor statistische doeleinden en over het feit dat die gegevens in gebundelde vorm zullen worden bekendgemaakt.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning*

Afdeling 1. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 235/2. § 1. Bij zijn indienstneming beschikt het in artikel 149/15, eerste lid, 5°, van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde personeel minstens over:

1° een baccalaureaat maatschappelijk assistent, maatschappelijk hulpwerker, assistent psychologie of opvoeder, juridisch assistent of een gelijkwaardig diploma;

2° een master in de menswetenschappen of sociale wetenschappen, in de rechten of een gelijkwaardig diploma.

§ 2. De Minister kan, na advies van de Administratie, een afwijking toekennen op basis van de ervaring voor de werknemers die niet in aanmerking komen voor de academische graden bedoeld in paragraaf 1.

Het personeel heeft een opleiding van minimum 20 uur over gendergerelateerd geweld en partnergeweld gevolgd.

Art. 235/3. De in artikel 149/13, 1°, van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde dienst is minstens zes halve dagen per week geopend. Een minimum van 1.600 uur per jaar per dienst worden bestemd voor de in artikel 149/14 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde opdrachten, waarvan minstens 800 uur per jaar worden bestemd voor de opdracht bedoeld in artikel 149/14, eerste lid, 1° of 2°, van het decreetgevend deel van het Wetboek. De dienst die alleen gespecialiseerd is in de begeleiding van slachtoffers van sommige vormen van gendergerelateerd geweld kent een minimum van 1600 uur per jaar toe aan de in artikel 149/14 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde opdrachten, waarvan minstens 800 uur worden verdeeld tussen de opdrachten bedoeld in artikel 149/14, eerste lid, 1° en 6°, van het decreetgevend deel van het Wetboek.

De in artikel 149/13, 2°, van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde voorziening is minstens drie halve dagen per week geopend. Een minimum van 800 uur per jaar per voorziening worden bestemd voor de in artikel 149/14 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde opdrachten, waarvan minstens 400 uur per jaar worden bestemd voor de opdracht bedoeld in artikel 149/14, eerste lid, 1° of 2°, van het decreetgevend deel van het Wetboek. De voorziening die alleen gespecialiseerd is in de begeleiding van slachtoffers van sommige vormen van gendergerelateerd geweld kent een minimum van 800 uur per jaar toe aan de in artikel 149/14 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde opdrachten, waarvan minstens 400 uur worden verdeeld tussen de opdrachten bedoeld in artikel 149/14, eerste lid, 1° en 6°, van het decreetgevend deel van het Wetboek.

De in artikel 149/14, eerste lid, 1°, van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde opdracht wordt kosteloos uitgevoerd.

Afdeling 2. — Toekenningsprocedure

Art. 235/4. De in artikel 149/16 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde erkenningsaanvraag wordt bij de Administratie ingediend via elk middel dat een vaste datum aan de zending verleent.

Naast de informatie vereist bij artikel 149/16 van het decreetgevend deel van het Wetboek bevat het aanvraagdossier de volgende gegevens :

1° de identiteit en de personalia van de persoon die de dienst vertegenwoordigt;

2° het adres van de dienst;

3° de namen, titels, kwalificaties, afschrift van de diploma's en de vermelding van hun statuten alsook de functies van de personen die de acties vervullen bedoeld in artikel 149/14 van het decreetgevend deel van het Wetboek;

4° de jaarlijkse voorbegroting met vermelding, met name, van de andere eventuele financieringsbronnen betreffende de acties bedoeld in artikel 149/14 van het decreetgevend deel van het Wetboek;

5° het aantal voorziene diensten of voorzieningen met motivering van hun toestand, de vermelding van de openingsuren, de omschrijving van de lokalen en het uurvolume bestemd voor elke van de opdrachten bedoeld in artikel 149/14 van het decreetgevend deel van het Wetboek;

6° de beraadslaging van de inrichtende macht waarbij besloten wordt tot de indiening van de erkenningsaanvraag;

7° een brandveiligheidsattest, afgegeven sinds minder dan één jaar door de burgemeester en opgemaakt overeenkomstig het model bepaald in bijlage 2/1, voor de lokalen waarin de activiteiten plaatsvinden;

8° een verklaring van de naleving van de reglementering betreffende de bescherming van de gegevens van de natuurlijke personen.

Art. 235/5. De Administratie gaat na of de aanvraag volledig is en verzoekt de aanvrager in voorkomend geval binnen dertig na ontvangst van de aanvraag om de toezending van de ontbrekende stukken of gegevens.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag of na ontvangst van de ontbrekende stukken of inlichtingen maakt de Administratie een zending aan de dienst over, waarbij ze hem mededeelt dat de aanvraag volledig is.

Wanneer de voor het onderzoek van de erkenningsaanvraag nodige gegevens bij authentieke bronnen beschikbaar zijn, zamelt de Administratie die gegevens rechtstreeks bij de authentieke bronnen in.

Art. 235/6. De Minister beslist over de aanvraag binnen twee maanden te rekenen van de ontvangst van het voorstel van de Administratie. De beslissing wordt bij aangetekend schrijven of elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, aan de dienst medegedeeld.

In het geval van een overtallige aanvraag ten opzichte van het maximumaantal diensten of voorzieningen bedoeld in artikel 149/15 van het decreetgevend deel van het Wetboek, beslist de Minister over de aanvragen met inachtneming van de geografische verspreiding, de opdrachten van de diensten, de ervaring van de diensten, de complementariteit van de verschillende diensten op het gegeven grondgebied en, in voorkomend geval, hun positieve evaluatie inzake administratief en boekhoudkundig beheer.

Het erkenningsbesluit bepaalt het aantal erkende diensten en voorzieningen en hun territoriaal ambtsgebied.

Art. 235/7. In geval van wijziging van één van de elementen vermeld in de erkenningsaanvraag overeenkomstig artikel 235/4 geeft de houder van de erkenning onmiddellijk via een zending kennis daarvan aan de Administratie.

Afdeling 3. — Intrekking

Art. 235/8. Wanneer de Minister vaststelt dat een erkende dienst of voorziening de erkenningsvoorwaarden niet meer vervult, kan hij de erkenning krachtens artikel 149/18 van het decreetgevend deel van het Wetboek opschorten. De intrekking van de erkenning wordt voorafgegaan door een waarschuwing die gestuurd wordt door de Administratie door elk middel dat vaste datum aan de zending verleent. Die waarschuwing vermeldt de geformuleerde klachten en staat de erkende dienst of voorziening een termijn van dertig dagen die begint te lopen na ontvangst van bedoelde waarschuwing, toe om een antwoordmemorie over te maken.

HOOFDSTUK III. — Subsidiëring

Art. 235/9. De in artikel 149/17 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde subsidieaanvraag wordt jaarlijks met een voorbegroting voor de volgende twaalf jaar aan de Administratie gericht.

Art. 235/10. § 1. De Minister verleent binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten aan elke erkende dienst of voorziening een forfaitaire subsidie. De werkingskosten vertegenwoordigen maximum 50 percent van het bedrag van de totale subsidie.

Het bedrag van de subsidie wordt bepaald naar gelang van het volume activiteiten.

§ 2. De in § 1 bedoelde subsidie bedraagt:

1° voor de voorzieningen:

a) 11.250 euro voor het minimumaantal uren dat voor de in artikel 235/3 omschreven opdrachten is bestemd;

b) 28.000 euro voor minstens 1.200 uur bestemd voor de in artikel 235/3 omschreven opdrachten;

2° voor de diensten:

a) 45.000 euro voor het minimumaantal uren dat voor de in artikel 235/3 omschreven opdrachten is bestemd;

b) 67.500 euro voor minstens 1.800 uur bestemd voor de in artikel 235/3 omschreven opdrachten;

c) 90.000 euro voor minstens 2.000 uur bestemd voor de in artikel 235/3 omschreven opdrachten.

Art. 235/11. De bedragen bedoeld in artikel 235/10, § 2, worden gekoppeld aan de spilindex 105,10 (basis 2013) die toepasselijk is op 1 juni 2017 en aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden,

lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Art. 235/12. De administratieve, financiële en kwalitatieve controle van de diensten en voorzieningen wordt gevoerd door de personeelsleden die binnen de Administratie worden aangewezen.

De personeelsleden hebben vrije toegang tot de lokalen en hebben het recht om ter plaatse inzage te nemen van de stukken en documenten die ze nodig achten voor de vervulling van hun opdracht.”.

Art. 3. In hetzelfde Wetboek wordt een bijlage 2/1 ingevoegd die als bijlage bij dit besluit wordt gevoegd.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 5. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 maart 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

Bijlage

“Bijlage 2/1 bij het reglementair deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid
Model van brandattest van de diensten en voorzieningen voor de begeleiding van partnergeweld en
gendergerelateerd geweld

Gelet op het rapport opgesteld door....., Hoofd van de brandweerdienst, op.....,
betreffende de dienst/voorziening voor de begeleiding van partnergeweld en gendergerelateerd geweld*
genaamd.....

.....
gelegen.....

.....
en beheerd door.....

.....
Ondergetekende.....

.....
Burgemeester van.....

Eerste mogelijkheid *

stem in met de conclusies van het verslag van de brandweerdienst.

Tweede mogelijkheid*

stem niet in met de conclusies van het verslag van de brandweerdienst om de volgende redenen:

.....
.....
.....

Bijgevolg,

Eerste mogelijkheid **

de inbedrijfstelling - de voortzetting van de activiteiten van de hierboven vermelde dienst/voorziening voor de
begeleiding van partnergeweld en gendergerelateerd geweld wordt toegelaten voor een periode van vier jaar ** -
van..... (te bepalen voor een periode van minder dan vier jaar).

Tweede mogelijkheid **

de inbedrijfstelling - de voortzetting van de activiteiten van de hierboven vermelde dienst/voorziening voor de
begeleiding van partnergeweld en gendergerelateerd geweld wordt toegelaten voor een periode van..... - en
tot de datum van

Tijdens die periode zal inzake veiligheid en brandbeveiliging aan de volgende punten moeten voldaan worden:

-
-
-

Het hoofd van de brandweerdienst zal een controle moeten uitvoeren.

Derde mogelijkheid *

de inbedrijfstelling - de voortzetting van de activiteiten - is niet toegelaten*.

De Burgemeester,

(datum en handtekening)

(*) Schrappen wat niet past.

(**) Schrappen wat niet past en aanvullen.”.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2019 tot invoeging van een Titel VIII in Boek II van het tweede deel van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten en voorzieningen voor de begeleiding van partnergeweld en gendergerelateerd geweld.

Namen, 21 maart 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202102]

31 JANVIER 2019. — Arrêté ministériel prolongeant pour une durée de six mois le contrat de gestion 2013-2018 de la Société wallonne du crédit social

La Ministre du Logement,

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, notamment l'article 175.17;

Vu le décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information, article 8, § 3, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, l'article 8, 2°;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 8 novembre 2018 chargeant la Ministre du Logement de signer un arrêté ministériel ayant pour objet la prolongation des contrats de gestion respectivement de la Société wallonne du logement, de la Société wallonne du crédit social et du Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie pour une durée de six mois maximum à compter de leur date d'expiration et de publier ledit arrêté au *Moniteur belge*;

Considérant que l'actuel contrat de gestion 2013-2018 de la Société du crédit social, conclu pour une durée de cinq ans, le 2 octobre 2013, est arrivé à expiration le 2 octobre 2018;

Considérant que cette échéance intervient alors que le Gouvernement wallon poursuit une réforme ayant pour objet la fusion de la Société wallonne du crédit social, de la Société wallonne du logement et du Centre d'étude en Habitat durable, d'une part, et l'harmonisation en matière de politique de crédit hypothécaire social, d'autre part;

Considérant que conformément à l'article 8, § 3, alinéa 2, du décret du 12 février 2004 précité, le contrat de gestion venu à expiration peut être prorogé par le Ministre de tutelle pour une période non renouvelable de six mois;

Considérant que, conformément à l'article 8, § 3, alinéa 3, du décret du 12 février 2004 précité, si, à l'expiration du contrat de gestion éventuellement prorogé, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le Gouvernement arrête les règles provisoires applicables à la poursuite de l'exécution des missions de service public de l'organisme;

Considérant que cette même décision du Gouvernement wallon du 8 novembre 2018 indiquait également que « ces contrats seront ensuite, le cas échéant, reconduits tacitement et provisoirement jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau contrat de gestion de l'Agence »,

Arrête :

Article 1^{er}. Le contrat de gestion 2013-2018 de la Société wallonne du crédit social, conclu pour une durée de cinq ans le 2 octobre 2013, est prorogé à partir du 2 octobre 2018 jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau contrat de gestion et au maximum pour une période de six mois.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 31 janvier 2019.

V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202102]

31. JANUAR 2019 — Ministerieller Erlass zur Verlängerung um eine Dauer von sechs Monaten des Geschäftsführungsvertrags 2013-2018 der Wallonischen Sozialkreditgesellschaft (Société wallonne du crédit social)

Die Ministerin für Wohnungswesen

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, insbesondere des Artikels 175.17;

Aufgrund des Dekrets vom 12. Februar 2004 über den Geschäftsführungsvertrag und die Informationspflichten, Artikel 8 § 3 Absatz 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Juli 2017 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung, Artikel 8 Ziffer 2°;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2018, durch den die Ministerin für Wohnungswesen damit beauftragt wird, einen ministeriellen Erlass zu unterzeichnen, der zum Gegenstand hat, die jeweiligen Geschäftsführungsverträge der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft (Société wallonne du logement), der Wallonischen Sozialkreditgesellschaft (Société wallonne du crédit social) und des Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie (Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie) um eine Dauer von höchstens sechs Monaten ab deren Ablaufdatum zu verlängern, und den besagten Erlass im *Belgischen Staatsblatt* zu veröffentlichen;